



Près de 300 manifestants pour une agriculture bio soutenue sur le long terme

- / Paris (France)
- - 03 juin 2021 16:47

"La bio à poil": plus ou moins dévêtues, près de 300 personnes se sont rassemblées mercredi à Paris pour dénoncer les arbitrages ministériels sur les subventions aux agriculteurs, jugées insuffisamment tournées vers le maintien de la production en bio, a constaté l'AFP.

Le ministre de l'Agriculture Julien Denormandie tend à "rhabiller confortablement une certaine agriculture quitte à en déshabiller une autre", a dénoncé le nouveau président de la Fédération nationale d'agriculture biologique (Fnab) Philippe Camburet, à l'origine de la manifestation.

Le 21 mai, M. Denormandie a présenté ses arbitrages sur la répartition de l'enveloppe française de la future Politique agricole commune (PAC) pour la période 2023-27, faisant bondir la Fnab et la quarantaine d'autres organisations paysannes et écologistes réunies dans le collectif Pour une autre PAC.

Ces arbitrages entérinaient en effet la disparition d'aides spécifiques à l'agriculture bio pour les agriculteurs déjà convertis à ce mode de production, une mesure entamée en 2017. En revanche, les subventions à la conversion vers le bio sont relevées à 340 millions d'euros par an.

Depuis fleurissent sur Twitter les photos d'agriculteurs et d'agricultrices dans le plus simple appareil, préservant simplement leur intimité par des pancartes ou un peu de paille. Ces photos ont été épinglées mercredi à Paris entre des arbres de l'esplanade des Invalides, où avait lieu le rassemblement.

Parmi les personnalités présentes, l'eurodéputé écologiste Yannick Jadot, la tête de liste socialiste en Ile-de-France pour les régionales Audrey Pulvar, ou encore l'ex-"marcheur" et député Cédric Villani.

Un peu plus tard, des manifestants ont posé sur la pelouse en sous-vêtements.

L'initiative est peu appréciée au ministère de l'Agriculture, où on affirme que "le soutien à l'agriculture biologique augmente" au contraire, via les aides à la conversion.

"Les aides doivent être là pour aider à la transformation, pas maintenir des privilèges", assène-t-on encore, évoquant du "corporatisme".

Le ministère fait valoir que les agriculteurs bio n'ont pas forcément besoin d'être davantage soutenus que les autres, leur production étant achetée plus cher.

"On est peut-être mieux payé mais on a beaucoup moins de rendements", souligne Guy Gérard, qui cultive des céréales et élève des vaches à viande en Moselle.



Ce qui hérisse particulièrement la filière dans la future PAC, c'est d'être éligible au même niveau de subvention que les producteurs certifiés Haute valeur environnementale (HVE), une norme française associée par ses détracteurs à un label de "greenwashing" car elle n'interdit pas l'utilisation de pesticides et engrais de synthèse.

Guy Gérard serait favorable à "un bonus pour ceux qui font attention à l'environnement et un malus pour les autres".

"Ce n'est pas avec du nivellement par le bas et du saupoudrage d'aides qu'on avancera" sur la voie de la transition écologique, estime de son côté Pascale Doussinault, qui cultive des pommes dans les Côtes d'Armor.

La Fnab a estimé que les producteurs bio perdraient "en moyenne 66% d'aides environnementales" dans la future PAC.

"Absolument faux", rétorque-t-on au ministère, en parlant de "désinformation".

Interrogés par l'AFP, certains agriculteurs bio ont indiqué qu'ils ne perdaient "personnellement pas grand-chose" dans la future PAC.

La Fédération maintient son estimation, disant mener une "bataille de fond" sur la nécessité d'un soutien pérenne à l'agriculture bio, plutôt qu'une "bataille de chiffres" avec le ministère.

myl/ngu/ico/nm